

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**  
**Marine nationale**

**INSTRUCTION N° 941/DEF/DPMM/RES**

relative aux sanctions statutaires prononcées à l'égard des réservistes non officiers de la marine nationale.

*Du 9 novembre 1983*

**INSTRUCTION N° 941/DEF/DPMM/RES relative aux sanctions statutaires prononcées à l'égard des réservistes non officiers de la marine nationale.**

*Du 9 novembre 1983*

---

*Références :*

- a). Décret 74-385 du 22 avril 1974 (BOC, p. 1151) modifié.
- b). Instruction n° 21400/DEF/DAJ/FM1 du 9 octobre 1978 (BOC, p. 4085) modifiée.
- c). Décret n° 76-886 du 16 septembre 1976 (BOC, p. 3251).
- d). Décret n° 76-1322 du 30 décembre 1976 (BOC, 1977, p. 101).
- e). Arrêté du 05 mai 1977 (BOC, p. 2745 ;).
- f). Instruction 235 /DEF/DAJ/CX du 01 juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953 ;)

*Texte abrogé :*

Instruction n° 666/DEF/DPMM/RES du 7 juillet 1975 (BOC, p. 2556).

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 144.1, 325.4.4.

*Référence de publication :* BOC, p. 7329.

---

Les décrets et l'arrêté cités en référence *c)*, *d)* et *e)*, fixent les conditions dans lesquelles les militaires non officiers de la disponibilité et de la réserve dans leurs foyers, peuvent perdre leur grade ou l'honorariat de leur grade et reçoivent notification de cette sanction.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de ces mesures.

**1. PROPOSITIONS DE SANCTION STATUTAIRE ET CONSTITUTION DU DOSSIER.**

Dès qu'il est informé d'une condamnation encourue par un officier marinier, un quartier-maître ou un matelot de 1<sup>re</sup> classe, le commandant de l'ensemble bureau maritime des matricules/centre de gestion des réserves (BMM/CGR) adresse à la direction du personnel militaire de la marine (*DPMM*), bureau « réserves » ses propositions de sanction accompagnées d'un dossier comprenant :

- éventuellement, la fiche (ou la copie de la fiche) émanant du bureau du service national ;
- une photocopie de l'article matriculaire ;
- un bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'intéressé, délivré depuis moins de trois mois ;
- un relevé de punitions (cette pièce n'est pas à fournir lorsque la condamnation encourue entraîne de plein droit la perte du grade).

**2. AUTORITÉ HABILITÉE À PRONONCER LA SANCTION. NOTIFICATION DE LA DÉCISION.**

L'autorité habilitée à prononcer la sanction est, dans tous les cas, le ministre ou l'autorité centrale délégataire de la signature du ministre. La décision est notifiée au réserviste par l'intermédiaire du commandant de l'ensemble BMM/CGR chargé de mettre à jour la comptabilité de l'intéressé.

### 3. FORMALITÉS PRÉALABLES À L'ENVOI DEVANT LE CONSEIL D'ENQUÊTE D'UN OFFICIER MARINIER.

Lorsque le ministre ou l'autorité centrale délégataire de la signature du ministre a décidé l'envoi devant un conseil d'enquête d'un officier marinier de réserve condamné pour un délit n'entraînant pas d'office la perte du grade ou de l'honorariat, le commandant de l'ensemble BMM/CGR procède au tirage d'une liste d'officiers marinières de réserve résidant dans la circonscription judiciaire du préfet maritime, chargé de constituer le conseil d'enquête. Cette liste est adressée par la *DPMM*, bureau « réserves » avec l'ordre d'envoi devant le conseil d'enquête et le dossier de l'affaire au préfet maritime lequel demande directement communication au commandant de l'ensemble BMM/CGR de la comptabilité complète du comparant.

A partir de la liste communiquée, le préfet maritime procède au tirage au sort des membres titulaires et suppléants dans les conditions fixées par les textes cités en références *a)* et *b)*.

L'officier de réserve membre titulaire du conseil et les 2 suppléants sont tirés au sort à partir d'une liste de 5 noms d'officiers de réserve demandée par le préfet maritime au commandant du centre d'instruction des réserves de l'armée de mer (*CIRAM*) le plus proche du lieu de comparution et relevant de son autorité.

Les noms des officiers d'active appelés à faire partie du conseil (2 titulaires, 4 suppléants) sont tirés au sort à partir des listes constituées par les soins du préfet maritime.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le sous-directeur du personnel militaire de la marine,*

C. PETIT.